

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 5 février 2020

Institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts pour les services subventionnés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale

CHAPITRE I. - Dénomination, siège, objectifs, durée

Article 1 - Il est institué, depuis le 1^{er} janvier 2009 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors".

Art. 2 - Le siège du fonds est établi à Square Saintelette 13 -15 - 1000 Bruxelles. Ce siège peut être transféré à n'importe quelle localité située en Belgique, par simple décision du conseil d'administration, publiée dans les annexes au Moniteur belge.

Art. 3 - § 1^{er} - Le fonds a pour objectifs :

- 1°. D'organiser l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux complémentaires aux travailleurs visés à l'article 6, 2). Il s'agit notamment :
 - De payer les indemnités complémentaires accordées dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) et les charges y afférentes ;
 - De payer les indemnités complémentaires de fin de carrière et les charges y afférentes ;
 - De payer la prime syndicale aux travailleurs par l'intermédiaire de leur organisation syndicale ;
 - Ou de tout autre dispositif faisant l'objet d'une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire.
- 2°. De déterminer les modalités d'octroi des indemnités visant à intervenir dans le coût de la formation syndicale ;
- 3°. De percevoir et recouvrer les cotisations déterminées à l'article 8 à charge des employeurs visés à l'article 6, 1) ;
- 4°. De recevoir tout subside émanant d'instances diverses tant au niveau régional, communautaire, national, européen et autre, et de l'affecter sur la base des propositions du conseil d'administration, entérinées par la sous-commission paritaire ;
- 5°. D'assurer la prise en charge et/ou l'organisation de formations continuées entérinées par la sous-commission paritaire ;
- 6°. D'assumer toutes les autres missions qui lui seraient expressément confiées par la sous-commission paritaire.

§ 2 - Le Fonds social établit un règlement d'ordre intérieur. Il précise les dispositions prévues aux présents statuts et à la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence. Il est déposé au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 4. Le fonds est institué pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II. - Champ d'application

Art. 5 - Dans les présents statuts, on entend par :

- "la sous-commission paritaire" : la Sous-commission paritaire pour les services d'aides familiales et d'aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (318.01);
- "le fonds" : le "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors";
- "les ouvriers" : les travailleurs et travailleuses engagés dans les liens d'un contrat de travail d'ouvrier tel que défini par l'article 2 de la loi du 3 juillet 1978, quelle que soit leur fonction, ainsi que toute personne sous statut ouvrier émergeant à un programme de résorption de chômage, occupés dans un service du secteur de l'aide aux familles et aux personnes âgées ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors;
- "les employés" : les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail d'employé tel que défini par l'article 3 de la loi du 3 juillet 1978, quelle que soit leur fonction, ainsi que toute personne sous statut employé émergeant à un programme de résorption de chômage, occupés dans un service du secteur de l'aide aux familles et aux personnes âgées ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- "les travailleurs" : les ouvriers, les ouvrières, les employées et les employés tels que définis ci-dessus ;
- "les employeurs" : les services ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- "les organisations des employeurs et des travailleurs" : les organisations des employeurs et des travailleurs du secteur des aides familiales et seniors, représentées au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- "masse salariale" : la masse salariale qui correspond aux quatre déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale de l'année qui précède l'octroi des avantages.

Art. 6. Les présents statuts s'appliquent :

- 1) Aux employeurs du secteur des aides familiales et seniors, ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors subventionnés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2) Aux travailleurs occupés par les employeurs visés sous 1).

CHAPITRE III. - Financement

Art. 7 - Le fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'article 6, 1). Les employeurs s'engagent à adapter le taux de leurs cotisations afin de garantir la continuité des obligations du fonds.

Art. 8 - Le montant de la cotisation patronale annuelle est fixé par la sous-commission paritaire. Les employeurs versent sur le compte bancaire du fonds :

- 1,08 p.c. de la masse salariale brute portée à 100 p.c. pour les travailleurs qu'ils occupent sous statut ouvrier.
- 0,44 p.c. de la masse salariale brute pour les travailleurs qu'ils occupent sous statut employé, hors aides familiales ;
- 1,08 p.c. de la masse salariale brute portée à 100 p.c. pour les aides familiales sous statut employé.

Art. 9 - Les cotisations dues par les employeurs sont versées au fonds avant le 15 mars de chaque année. Tout retard dans le paiement des cotisations est sanctionné par des intérêts de retard, calculés selon des dispositions applicables aux cotisations concernant la sécurité sociale.

Art. 10 - Le non-paiement des cotisations par un ou plusieurs employeurs ne peut en aucun cas conditionner la réalisation des objectifs du fonds. En cas de retard ou de non-paiement par certains employeurs, le litige est soumis à la sous-commission paritaire.

CHAPITRE IV. - Administration

Art. 11 - Le fonds est géré par un Conseil d'administration. Il est composé paritairement par des représentants des employeurs et des travailleurs.

Le Conseil d'administration est composé de dix membres effectifs :

- Cinq membres effectifs proposés par les organisations des employeurs, ci-après dénommé banc patronal ;
- Cinq membres effectifs proposés par les organisations des travailleurs, ci-après dénommé banc syndical.

Pour chaque membre effectif du Conseil d'administration, les organisations des employeurs et des travailleurs peuvent désigner un membre suppléant. Le membre suppléant a voix délibérative aux réunions du Conseil d'administration uniquement qu'en cas d'absence du membre effectif.

Les dix membres effectifs et dix membres suppléants sont désignés par la sous-commission paritaire.

Avec l'accord du Conseil d'administration, les organisations des employeurs et des travailleurs peuvent se faire assister de manière permanente ou ponctuelle par des experts ayant voix consultative.

Art. 12 - Le mandat des administrateurs est valable pour une durée indéterminée. Toutefois, chaque organisation peut, sans devoir le motiver, proposer le remplacement d'un de ses mandataires à l'approbation de la sous-commission paritaire.

Art. 13 - Au cas où un administrateur effectif et son suppléant seraient empêchés d'assister à une réunion, ils peuvent mandater pour les représenter un autre administrateur soit du banc syndical ou soit banc patronal en fonction de celui dont relève son organisation.

Le mandat est donné par procuration datée et signée. Un membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 14 - Aucune responsabilité personnelle n'incombe aux administrateurs dans le cadre des engagements du fonds. La responsabilité des administrateurs se limite à la bonne exécution du mandat qui leur a été confié.

Art. 15 - Les compétences du conseil d'administration sont déterminées comme suit :

- 1) Percevoir les cotisations visées à l'article 3, 3° ;
- 2) Percevoir tout subside visé à l'article 3, 4° ;
- 3) Payer les avantages visés à l'article 3,1° aux travailleurs ;
- 4) Payer l'indemnité à titre d'intervention dans le coût de la formation syndicale visée à l'article 3, 2° ;
- 5) Prendre en charge les projets de formations continuées visés à l'article 3, 5° ;
- 6) Ester en justice dans l'intérêt du fonds, tant en qualité de demandeur que de défendeur ;
- 7) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais d'administration du fonds ;
- 8) Déterminer la nature des frais qui peuvent être considérés comme frais d'administration ;
- 9) Investir éventuellement le solde positif de la partie d'un exercice comptable ;
- 10) Approuver les comptes et budget du fonds et les soumettre à l'approbation de la sous-commission paritaire ;
- 11) Engager et gérer le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions ;

12) Déléguer ses compétences à un ou plusieurs mandataires.

Les avantages accordés par le Conseil d'administration prévus aux points 3), 4) et 5) doivent l'être en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire et selon les modalités que la convention précise.

Art. 16 - Le conseil d'administration désigne un Président tous les trois ans, à tour de rôle parmi les membres du conseil représentant respectivement les organisations des employeurs et des travailleurs.

Ils désignent au même moment, et pour trois ans, un Vice-président parmi les membres du conseil représentant les organisations des employeurs si le mandat de Président est occupé par un représentant des organisations des travailleurs ou inversement.

Le Président préside aux négociations. En cas d'absence, il est remplacé par le Vice-président.

Art. 17 - Le conseil d'administration se réunit au siège du fonds, soit à l'initiative du Président agissant d'office, soit à la demande d'une des organisations des employeurs ou des travailleurs, soit à la demande de la sous-commission paritaire.

Les convocations mentionnant l'ordre du jour doivent être rédigées par écrit et envoyées au plus tard sept jours avant la réunion.

Art. 18 - Le conseil d'administration ne peut se réunir valablement et prendre des décisions qu'en présence (effective ou représentée) :

- de la majorité simple des membres effectifs désignés par les organisations des employeurs et de la majorité simple des membres effectifs désignés par les organisations des travailleurs.
- Et d'au moins un représentant de chaque organisation des employeurs et des travailleurs représentée au sein de la sous-commission paritaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à l'unanimité par les membres présents ou représentés.

Art. 19 - A défaut d'un consensus au sein du conseil d'administration ou du comité de gestion, le différend est soumis à la sous-commission paritaire.

Art. 20 - Le Secrétaire est désigné par le conseil d'administration et ce pour une durée indéterminée. Il assiste aux réunions du conseil d'administration, sans toutefois disposer d'un droit de vote.

Le Secrétaire rédige les procès-verbaux du conseil d'administration. Il est responsable des archives du fonds et exécute le travail administratif selon les instructions fournies par le conseil d'administration.

Le Secrétaire tient la comptabilité du fonds. Les comptes sont clôturés le 31 décembre.

CHAPITRE V.- Contrôle

Art. 21 - Le bilan et les comptes annuels, de même que les pièces justificatives et le rapport d'activité pour l'exercice comptable écoulé, sont soumis, pour vérification, avant le 30 avril aux commissaires aux comptes et à un réviseur d'entreprise désigné par la sous-commission paritaire.

Ce réviseur d'entreprise peut à chaque moment prendre connaissance des documents de la comptabilité du fonds. Disposant en cette matière du même droit que le conseil d'administration, il peut réclamer de certains ou de tous les employeurs une attestation délivrée par l'O.N.S.S., confirmant l'exactitude de la masse salariale ayant servi de base de calcul de leurs cotisations patronales.

Avant le 31 mai, il soumet au conseil d'administration un rapport d'activités concernant la gestion financière du fonds et il lui communique les observations et remarques qu'il juge nécessaires.

Les bilan, compte débiteur et créditeur, le rapport du conseil d'administration et le rapport du réviseur d'entreprise, sont soumis à l'approbation de la sous-commission paritaire lors de la première séance après le

31 mai. Lors de la réunion, celle-ci se prononce sur l'octroi de la décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat concernant l'année comptable écoulée.

CHAPITRE VI. - Dissolution et liquidation

Art. 22 - Le fonds peut être dissous à l'initiative d'une des organisations des employeurs ou des travailleurs représentées à la sous-commission paritaire moyennant préavis. Ce préavis doit être notifié au président de la sous-commission paritaire par lettre recommandée à la poste au plus tard six mois avant la fin de l'exercice comptable. Le préavis doit mentionner les motifs ayant donné lieu à la demande de dissolution. La liquidation devient effective au plus tôt à la fin de l'exercice comptable écoulé.

Art. 23 - La sous-commission paritaire désigne deux liquidateurs obligés de rapporter leurs activités chaque trimestre au moins, et ce jusqu'à la date clôturant la liquidation.

Art. 24 - En cas de liquidation, les avoirs du fonds sont mis à la disposition de la sous-commission paritaire, qui décide de la destination de ceux-ci.

CHAPITRE VII. - Validité

Art. 25 - La présente convention collective de travail abroge et remplace la convention collective de travail du 23 février 2015 (numéro d'enregistrement : 126646/CO/318.01). Elle entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020 pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la sous-commission paritaire. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président.

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2020

Oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van de statuten ervan voor de diensten die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK I - Benaming, maatschappelijke zetel, doelstellingen, duur

Artikel 1 - Er is sinds 1 januari 2009 een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht met de naam "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp".

Art. 2 - De zetel van het Fonds is gevestigd te Sainteletteplein 13 -15 - 1000 Brussel. Deze zetel kan naar om het even welke plaats in België worden overgebracht bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur dat wordt bekendgemaakt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad.

Art. 3 - § 1 - Het Fonds heeft de volgende doelstellingen :

- 1°. de toekenning en de betaling organiseren van aanvullende sociale voordelen voor de werknemers bedoeld in artikel 6, 2). Het Fonds moet meer bepaald:
 - De aanvullende vergoedingen betalen die worden toegekend in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT), alsook de bijhorende lasten;
 - De aanvullende vergoedingen aan het einde van loopbaan en de bijhorende lasten betalen;
 - De vakbondspremie betalen aan de werknemers via hun vakorganisatie;
 - Of enige andere voorziening die het voorwerp uitmaakt van een collectieve arbeidsovereenkomst die wordt gesloten binnen het paritair subcomité.
- 2°. De toekenningsvoorwaarden bepalen van de vergoedingen die tot doel hebben tussen te komen in de kostprijs van de vakbondsopleiding;
- 3°. De bijdragen innen en invorderen die zijn bepaald in artikel 8 ten laste van de werkgevers bedoeld in artikel 6,1);
- 4°. Elke subsidie ontvangen die afkomstig is van verscheidene instanties, zowel op regionaal en gemeenschapsvlak als op nationaal, Europees en enig ander vlak en deze besteden op basis van de voorstellen van de raad van bestuur die worden bekrachtigd door het paritair subcomité;
- 5°. Instaan voor de tenlasteneming en/of de organisatie van voortgezette opleidingen die worden bekrachtigd door het paritair subcomité;
- 6°. Alle andere taken uitvoeren die het Fonds uitdrukkelijk zouden worden toevertrouwd door het paritair subcomité.

§ 2 - Het Sociaal Fonds stelt een huishoudelijk reglement op. Het verduidelijkt de bepalingen waarin is voorzien in de huidige statuten en in de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid. Het zal worden neergelegd ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 4. Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsgebied

Art. 5 - In de huidige statuten verstaat men onder:

- "het paritair subcomité": het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap (318.01)
- "het fonds": het "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp";
- "de arbeiders": de werknemers en de werkneemster die worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst van arbeider, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 3 juli 1978, ongeacht hun functie, evenals elke persoon met een arbeidersstatuut die valt onder een programma ter bestrijding van de werkloosheid, tewerkgesteld in een dienst van de sector gezins-en bejaardenhulp die ressorteert onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins-en bejaardenhulp;
- "de bedienden": de werknemers die aangeworven zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bedienden, zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 3 juli 1978, ongeacht hun functie, alsook alle personen met een bediendestatuut die vallen onder een programma ter bestrijding van de werkloosheid, tewerkgesteld in een dienst van de sector gezins-en bejaardenhulp die ressorteert onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins-en bejaardenhulp;
- "de werknemers": de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden zoals hierboven bepaald;
- "de werkgevers" de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins-en bejaardenhulp;
- "de werkgevers- en werknemersorganisaties": de werkgevers- en werknemersorganisaties van de sector gezins- en bejaardenhulp, vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
- "loonsom": de loonsom die overeenstemt met de vier kwartaalaangiften aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de voordelen.

Art. 6. Deze statuten zijn van toepassing :

- 1) Op de werkgevers van de sector gezins-en bejaardenhulp, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, die gesubsidieerd worden door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2) Op de werknemers die tewerkgesteld worden door de werkgevers vermeld onder 1).

HOOFDSTUK III. Financiering

Art. 7 - Het Fonds beschikt over de bijdragen, gestort door de in artikel 6,1, bedoelde werkgevers. De werkgevers verbinden zich ertoe het bedrag van hun bijdragen aan te passen om de continuïteit van de verplichtingen van het Fonds te garanderen.

Art. 8 - Het bedrag van de jaarlijkse werkgeversbijdrage wordt vastgesteld door het Paritair Subcomité. De werkgevers storten op de bankrekening van het Fonds:

- 1,08 pct. van de bruto loonsom die op 100 pct. gebracht wordt voor de werknemers die zij tewerkstellen met een arbeidersstatuut .
- 0,44 pct van de bruto loonsom voor de werknemers die zij tewerkstellen in een bediendestatuut, behalve voor de gezinshelpers;
- 1,08 pct. van de bruto loonsom die op 100 pct. gebracht wordt voor de gezinshelpers met een bediendestatuut.

Art. 9 - De bijdragen die verschuldigd zijn door de werkgevers, worden elk jaar aan het Fonds gestort vóór 15 maart. Elke vertraging bij de betaling van de bijdragen wordt bestraft met verwijlinteressen, berekend volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de bijdragen betreffende de sociale zekerheid.

Art. 10 - Het niet betalen van de bijdragen door één of meerdere werkgevers mag in geen geval de verwezenlijking van de doelstellingen van het Fonds beïnvloeden. In geval van vertraging of niet-betaling door sommige werkgevers wordt het geschil voorgelegd aan het paritair subcomité.

HOOFDSTUK IV. - Administratie

Art. 11 - Het Fonds wordt beheerd door een Raad van Bestuur. Deze Raad wordt paritair samengesteld door vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers.

De Raad van Bestuur bestaat uit tien gewone leden:

- Vijf gewone leden die worden voorgedragen door de werkgeversorganisaties, hierna de werkgevers genoemd;
- Vijf gewone leden die worden voorgedragen door de werknemersorganisaties, hierna de vakbonden genoemd.

Voor elk gewoon lid van de Raad van Bestuur kunnen de werkgevers- en de werknemersorganisaties een plaatsvervangend lid aanduiden. Het plaatsvervangend lid is alleen stemgerechtigd tijdens de vergaderingen van de Raad van Bestuur als het gewone lid afwezig is.

De 10 gewone leden en de tien plaatsvervangende leden worden aangeduid door het paritair subcomité.

Met de toestemming van de Raad van Bestuur kunnen de werkgevers- en werknemersorganisaties zich permanent of op bepaalde momenten laten bijstaan door experts die een adviserende stem hebben.

Art. 12 - Het mandaat van de bestuurders is geldig voor onbepaalde duur. Elke organisatie mag evenwel, zonder dit te moeten motiveren, de vervanging van één van haar mandaathebbers ter goedkeuring voorleggen aan het paritair subcomité.

Art. 13 - Indien een gewoon bestuurder of diens vervanger verhinderd zou zijn om een vergadering bij te wonen, mag hij een andere bestuurder hetzij van de vakbonden hetzij van de werkgevers machtiging verlenen, dit in functie van de zijde waartoe zijn organisatie behoort.

De machtiging wordt verleend met een gedateerde en ondertekende volmacht. Een lid mag slechts drager zijn van één volmacht.

Art. 14 - De bestuurders hebben geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid in het kader van de verbintenissen van het Fonds. De verantwoordelijkheid van de bestuurders is beperkt tot de goede uitvoering van het mandaat dat hen werd toevertrouwd.

Art. 15 - De bevoegdheden van de Raad van Bestuur worden als volgt bepaald:

- 1) De bijdragen innen die vermeld worden in artikel 3, 3°;
- 2) Alle subsidies innen die vermeld worden in artikel 3, 4°;
- 3) De voordelen die vermeld worden in artikel 3,1°, betalen aan de werknemers;
- 4) De vergoeding als tussenkomst in de kostprijs van de vakbondsopleiding betalen die vermeld is in artikel 3, 2°
- 5) De projecten voor voortgezette opleidingen ten laste nemen die vermeld worden in artikel 3, 5°;
- 6) In rechte optreden in het belang van het Fonds, zowel in de hoedanigheid van eiser als verweerder;
- 7) Jaarlijks het bedrag van de inkomsten bepalen dat mag worden gebruikt om de bestuurskosten van het Fonds te dekken;
- 8) De aard van de kosten bepalen die als bestuurskosten kunnen worden beschouwd;
- 9) Eventueel het positieve saldo investeren van het gedeelte van een boekhoudkundig jaar;

- 10) De rekeningen en begroting van het Fonds goedkeuren en deze ter goedkeuring voorleggen aan het paritair subcomité;
- 11) Het personeel dat noodzakelijk is voor het vervullen van zijn taken in dienst nemen en beheren;
- 12) Zijn bevoegdheden delegeren aan één of meerdere mandaathouders.

De voordelen die zijn bepaald in de punten 3), 4) en 5) moeten worden toegekend door de Raad van Bestuur krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair subcomité en volgens de voorwaarden die in de overeenkomst worden bepaald.

Art. 16 - De Raad van Bestuur duidt om de drie jaar een Voorzitter aan, om beurten onder de leden van de Raad die respectievelijk de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

Zij stellen tegelijkertijd, en voor drie jaar, een ondervoorzitter aan onder leden van de Raad die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen als het mandaat van voorzitter ingenomen is door een vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties of omgekeerd.

De voorzitter zit de onderhandelingen voor. In geval van afwezigheid wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

Art. 17 - De Raad van Bestuur vergadert in de zetel van het Fonds, hetzij op initiatief van de voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij op verzoek van één van de werkgevers- of werknemersorganisaties, hetzij op verzoek van het paritair subcomité.

De uitnodigingen, waarin de agenda staat vermeld, moeten schriftelijk worden opgesteld en uiterlijk zeven dagen vóór de vergadering worden verzonden.

Art. 18 - De Raad van Bestuur kan slechts geldig vergaderen en beslissingen nemen in de (daadwerkelijke of vertegenwoordigde) aanwezigheid:

- van de eenvoudige meerderheid van de gewone leden die zijn aangeduid door de werkgeversorganisaties en van eenvoudige meerderheid van de gewone leden die zijn aangeduid door de werknemersorganisaties .
- En van ten minste één vertegenwoordiger van elke werkgevers- en werknemersorganisatie die is vertegenwoordigd in het paritair subcomité.

De beslissingen van de Raad van Bestuur worden éénparig genomen door de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Art. 19 - Bij gebrek aan consensus binnen de Raad van Bestuur of het beheerscomité wordt het geschil voorgelegd aan het paritair subcomité.

Art. 20 - De secretaris wordt aangesteld door de Raad van Bestuur voor onbepaalde duur. Hij woont de vergaderingen van de Raad van Bestuur bij, zonder echter over stemrecht te beschikken.

De secretaris stelt de notulen van de Raad van Bestuur op. Hij is verantwoordelijk voor de archieven van het Fonds en voert het administratief werk uit volgens de instructies van de Raad van Bestuur.

De secretaris houdt de boekhouding van het Fonds bij. De rekeningen worden afgesloten op 31 december.

HOOFDSTUK V. - Controle

Art. 21 - De balans en de jaarrekeningen, evenals de bewijsstukken en het activiteitenverslag voor het afgelopen boekjaar worden voor nazicht vóór 30 april voorgelegd aan de accountants en aan een bedrijfsrevisor die wordt aangewezen door het paritair subcomité.

Deze bedrijfsrevisor kan op ieder moment kennis nemen van de documenten van de boekhouding van het Fonds. Aangezien hij in dit verband over hetzelfde recht beschikt als de Raad van Bestuur, kan hij van

sommige of van alle werkgevers een attest van de R.S.Z. eisen, waarin de juistheid wordt bevestigd van de loonsom die als basis heeft gediend voor de berekening van hun werkgeversbijdragen.

Vóór 31 mei legt hij de Raad van Bestuur een activiteitenverslag voor betreffende het financieel beheer van het Fonds en deelt hij de Raad de opmerkingen en de commentaar mede die hij noodzakelijk acht.

De balansen, de debiteuren- en crediteurenrekening, het verslag van de Raad van Bestuur en het verslag van de bedrijfsrevisor worden ter goedkeuring voorgelegd aan het paritair subcomité tijdens de eerste vergadering na 31 mei. Tijdens de vergadering doet het paritair subcomité een uitspraak over de ontlasting van de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat in het afgelopen boekjaar.

HOOFDSTUK VI. - Ontbinding en vereffening

Art. 22 - Het Fonds kan worden ontbonden op initiatief van één van de werkgevers- of werknemersorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair subcomité mits een opzegging in acht wordt genomen. Deze opzegging moet aan de voorzitter van het paritair subcomité worden betekend met een ter post aangetekende brief, uiterlijk zes maanden vóór het einde van het boekjaar. In de opzegging moeten de redenen worden vermeld die aanleiding hebben gegeven tot het verzoek om ontbinding. De vereffening wordt ten vroegste effectief aan het einde van het afgelopen boekjaar.

Art. 23 - Het paritair subcomité wijst twee vereffenaars aan die verplicht zijn ten minste elk kwartaal verslag uit te brengen over hun activiteiten, en dit tot de datum waarop de vereffening wordt afgesloten.

Art. 24 - In geval van vereffening worden de activa van het Fonds ter beschikking gesteld van het paritair subcomité dat beslist wat er verder mee moet gebeuren.

HOOFDSTUK VII.- Geldigheid

Art. 25 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst annuleert en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 2015 (registratienummer 126646/CO/318.01). Ze treedt met terugwerkende kracht in werking op 1 januari 2020 voor onbepaalde duur. Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité. De termijn van drie maanden start vanaf de datum waarop de aangetekende brief wordt verzonden naar de voorzitter.